

Compte rendu du rassemblement pour les droits des migrants samedi 13 décembre 2025

Environ 100 personnes se sont retrouvées place Dauphine.



Parmi les élu.es la députée Sandra Regol, Les Ecologistes Bas-Rhin (1^{ère} circonscription), Emmanuel Fernandes, député LFI Bas-Rhin (2^{ème} circonscription), Sophie Dupressoir, Conseillère municipale, conseillère de l'Eurométropole et Florian Kobryn, tête de liste LFI pour les prochaines élections municipales.

Tout d'abord une représentante « D'ailleurs nous sommes d'ici 67 » a lu le texte commun d'appel « Avec ou sans papier égalité des droits » avec les revendications de l'ensemble des signataires. Voir

<https://mrap-strasbourg.org/IMG/pdf/2.pdf>

Puis une représentante du Collectif pour une autre Politique Migratoire a lu le communiqué de presse adopté fin novembre 2025 « Que cesse l'errance sans fin des sans abri » Ce texte a été distribué aux personnes présentes ainsi qu'à celles qui passaient non loin de là.

<https://mrap-strasbourg.org/Communique-de-presse-Que-cesse-l-errance-sans-fin-des-Sans-Abris>



Une étudiante de la FSE a souligné les inégalités existants entre étudiants français et étrangers, inégalités qui ne font que s'accroître !

Elle nous a expliqué que les frais d'inscription différenciés, mis en place depuis l'année dernière, sont devenus effectifs à la rentrée 2025 : les frais d'inscription ont augmenté pour des étudiants étrangers extracommunautaires passant pour une année universitaire à près de 4 000 euros, ce qui permet un tri

social. Et l'université, en désinscrivant ceux qui n'ont pas payé la somme demandée, facilite leur expulsion hors de France.

Le CROUS a annoncé en début d'année que les logements sont réservés aux étudiants français ! Or chaque étudiant a le droit d'être logé dignement, une telle attitude de la part de la France est scandaleuse !

Il faut aussi savoir qu'en tant qu'étudiant, nous sommes aussi réprimés pour notre mobilisation antifasciste, mais en fait tout le monde le sait : les fascistes sont racistes.

Nous continuerons donc à nous mobiliser !

Merci à tous celles et ceux qui nous soutiennent et soutiennent les étudiants étrangers !



Une jeune femme s'est exprimée au nom du Parti des Travailleurs.euses de Turquie

Il est important pour nous de vous informer de l'actualité en Turquie. Il existe un programme appelé MESEM, initialement prévue pour la professionnalisation des élèves. Depuis les changements législatifs en 2021, le programme est appliqué dans des conditions indignes. Des enfants sont amenés à travailler sans formation, sont exploités. Au lieu de condamner la mort des 85 enfants dont 15 sous le projet de MESEM, l'Etat a arrêté 16 de nos camarades de TIP qui manifestaient

Le gouvernement de Macron » a conduit des centaines de milliers de migrant.es à travailler dans des conditions proches de l'esclavage moderne et des millions d'autres sentent chaque minute leurs droits se réduire davantage. Ceux qui, depuis des années, utilisent la production non pas pour le bien commun mais pour accroître leur propre richesse, ceux qui mettent les ressources de l'État au service du grand capital plutôt qu'à celui des travailleurs et travailleuses cherchent aujourd'hui, à combler l'effondrement économique qu'ils ont eux-mêmes provoqué, en mobilisant de vieux réflexes colonialistes et en faisant une nouvelle fois des migrant.es leurs boucs émissaires.

Dans la suite de ces politiques, ils s'en prennent non seulement aux travailleurs.euses, mais aussi aux étudiant.es migrant.es : ils veulent faire passer des lois qui augmentent fortement les frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers, et des budgets qui suppriment complètement les aides au logement pour ceux qui viennent de pays hors UE.

Avec la montée de ces politiques racistes, plus de 140 000 migrant.es se voient remettre un ordre d'expulsion.

Nous le répétons : les responsables de la crise ne sont ni les travailleurs.euses, ni les migrant.es.

Les véritables responsables sont celles et ceux qui pillent depuis des années la richesse collective et qui ont fait de la guerre et de la misère un mode de gouvernement.

En cette Journée internationale des migrant.es du 18 décembre, nous soutenons la grande grève organisée dans toute la France et nous vous appelons à rejoindre les mobilisations, pour affirmer que « si nous nous arrêtons, tout s'arrête », et pour ébranler, par notre travail et notre solidarité, la xénophobie qui s'est insinuée dans chaque recoin du système.

Vive la lutte internationale des travailleurs.euses !

Florian Kobryn (photo de gauche) :



Le gouvernement essaie délibérément de diviser le peuple sur la notion de nationalité. Nous refusons cette réalité. Nous refusons de faire le tri parmi les habitants au prétexte de leur nationalité. Nous refusons l'indifférence face aux migrants, face aux personnes à la rue. Un sentiment de peur augmente parmi les personnes précaires. Nous devons tous rester solidaires ! Nous devons pouvoir nous mobiliser pour faire évoluer et améliorer concrètement les droits de ces personnes, nous mobiliser concrètement sur le terrain, dans les camps comme le camp Krimmeri, et je salue toutes celles et ceux qui luttent et s'engagent. La bataille se passe à l'Assemblée Nationale pour détricoter ces lois racistes, à la Préfecture, mais aussi directement sur le terrain. Ce que nous pouvons opposer à la politique de l'Etat, c'est la mobilisation collective ! C'est réaffirmer notre humanité ! L'égalité des droits ne doit pas être juste un slogan, mais une vraie réalité. La ville doit être exemplaire et mettre à disposition les logements vacants dont elle dispose dans son parc. La défaillance de l'Etat ne doit pas être un prétexte à l'inaction. Il faut trouver des solutions systémiques.

Sophie Dupressoir (photo du milieu) s'est exprimée pour la ville de Strasbourg.

Aujourd'hui, ce qui se passe au plan international et national est dramatique !

La ville subventionne SOS Méditerranée, alors que nous sommes bien loin de la Méditerranée et que les conditions d'accueil des migrants en Italie, ne font que se durcir, pour ces gens qui prennent tous les risques afin de fuir des situations difficiles voire désespérées. Je préfère d'ailleurs utiliser le terme d'exilés que celui de migrants.

Sur le plan national, dans le budget d'austérité et de précarité qui est proposé par l'Etat, quel est le poste qui augmente ? : c'est celui dédié aux CRA (Centres Administratifs de Rétention).

La ville reste le dernier rempart pour protéger ces personnes fragilisées contre l'exclusion. Depuis 2020, 800 à 900 places d'hébergement ont été créées, un immeuble entier a été utilisé pour loger 30 personnes, des Tiny Houses ont été installées à la Robertsau et à la Montagne Verte.

Et effectivement, il faut réquisitionner, ce qui n'est pas de la compétence de la Ville, qui doit demander l'autorisation à la Préfecture. La ville essaye pour l'instant de réquisitionner l'hôtel Mercure, on pourrait également penser à la tour Europe des Halles. Mais la réquisition n'est pas la solution la plus rapide et la plus efficace, puisque la Ville doit tout d'abord attendre l'accord de la Préfecture.

La Ville est toujours disponible pour travailler avec les associations, la Préfecture, notre objectif est « pas d'enfants à la rue ». On y travaille à chaque fois qu'un cas nous est signalé dans les écoles.

Sandra Regol (photo de droite) a ensuite apporté son éclairage en tant que députée.

On entend souvent dire de la part de l'extrême droite, que la France attire toute la misère du monde. Ce n'est pas vrai et ce n'est plus vrai ! Ce n'est plus vrai parce que les lois qui ont été passées dernièrement ont envoyé un message à travers le monde entier : la France attire aujourd'hui beaucoup moins que les pays qui l'entourent. Et elle fait moins que les pays qui l'entourent pour accueillir les gens qui arrivent. C'est une réalité très concrète qu'on voit en tant que député ! Il y a eu les lois anti-immigration, les lois anti-squats. Tout le régime législatif pour peser sur les plus faibles est mobilisé afin que le champagne coule pour certains et que l'eau ne soit pas disponible pour les autres, pour reprendre les mots utilisés tout à l'heure.

Et si beaucoup de gens arrivent à Strasbourg aujourd'hui, ce n'est pas non plus un hasard. C'est parce que c'est l'une des rares villes en Alsace où des choses sont faites, où parfois des logements sont mis à disposition. C'est une des rares villes d'Alsace, où un espoir subsiste, ténu, rare, mais où des choses sont encore possibles. Alors oui, il faudrait faire plus, mais il faudrait aussi que d'autres villes appliquent la loi !

Et c'est la Préfecture qui devrait faire en sorte que la situation s'améliore !

Et oui, ce n'est pas assez, oui parfois il faut des mobilisations pour avoir une réaction, et oui tous les bâtiments ne sont pas réquisitionnés. Mais à ce stade, nous n'avons pas les moyens de faire davantage et nous en sommes toutes et tous désespérés.

Alors, agissons ensemble contre celles et ceux qui cherchent à nous diviser, qui veulent que la précarité perdure.

Et là, nous auront peut-être avec nous des milliers de personnes pour dire « CA SUFFIT ! »

Le représentant du DAL (Droit Au Logement) a affirmé que les lois existantes permettent à la municipalité de procéder aux réquisitions.

D'autres prises de parole ont eu lieu mais n'ont pas pu être enregistrées. Veuillez-nous en excuser !